

## CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FEVRIER 2017 EN BREF

Ouverture de la séance à 20h30

ORDRE DU JOUR	CONTENU DES DOSSIERS	VOTE
VIE INSTITUTIONNELLE	<p><b>1/ <u>APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 14 DECEMBRE 2016</u></b></p> <p>Le procès-verbal de la séance du 14 décembre 2016 est adopté à l'unanimité sans commentaire ni remarque</p>	UNANIMITE
AFFAIRES GENERALES	<p><b>2/ <u>REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES</u></b></p> <p>Monsieur le Maire expose au conseil municipal que les services de la 3CM ont élaboré un projet de règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés. Il a été présenté au conseil des maires et à la commission déchets qui ont émis un avis favorable.</p> <p>Par délibération n°2016/12/122 du 1<sup>er</sup> décembre 2016, le Conseil Communautaire de la 3CM approuvé le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés.</p> <p>Les objectifs du règlement sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir un service public de qualité ;</li> <li>- Contribuer à améliorer la propreté et le respect de l'environnement sur le territoire ;</li> <li>- Assurer la sécurité et le respect des conditions de travail des personnes en charge de la collecte des déchets ;</li> <li>- Sensibiliser les citoyens à la nécessité de valoriser au maximum les déchets produits ;</li> <li>- Les informer sur les différents services et équipements mis à leur disposition à cet effet ;</li> <li>- Rappeler les obligations de chacun en matière d'élimination des déchets et informer des sanctions en cas d'infractions.</li> </ul> <p>Pour la mise en application des pouvoirs de police du Maire, la compétence « déchets » avant été transférée à la 3CM, ce règlement, après avoir été adopté par l'assemblée communautaire, doit être délibéré par les conseils municipaux des communes</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- approuve le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés.</li> </ul>	UNANIMITE

<p><b>AFFAIRES GENERALES</b></p>	<p><b>3/ <u>SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ENERGIE ET DE L'E-COMMUNICATION DE L'AIN (SIEA) : DESIGNATION DE CINQ DELEGUES SUPPLEANTS</u></b></p> <p>Monsieur le maire expose que lors de l'assemblée générale du SIEA du 9 avril 2016, les délégués ont délibéré pour rendre possible la tenue de plusieurs assemblées par an, au lieu d'une seule.</p> <p>Afin d'éviter de ne pas avoir le quorum, les statuts du syndicat ont été modifiés pour augmenter le nombre de suppléants : « chaque commune membre procède à la désignation de suppléants en nombre double du nombre de délégués titulaires. Chaque suppléant est apte à remplacer indifféremment tout délégué titulaire empêché. Le cas échéant, il siège au comité avec voix délibérative ».</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que les délégués de la commune sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Délégués titulaires : Romain Daubié, Christian Pradier, Daniel Bouchard ;</li> <li>- Délégué suppléant : Gilbert Barriquand.</li> </ul> <p>Monsieur le Maire explique qu'il convient donc de désigner cinq nouveaux délégués suppléants</p> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à la majorité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élit en qualité de délégués suppléants au comité du SIEA Philippe Paraskiova, Camille Richaud, Irène Tost, Jean-Paul Da Silva et Jean-Luc Charvet</li> </ul>	<p><b>MAJORITE</b></p> <p><b>Pour : 22</b></p> <p><b>Abstentions : 6</b> (Jacky Bernard, Bruno Serpureau, Daniel Duval, Chantal Jomain, Christine Robert, Nathalie Mondy)</p>
<p><b>RAPPORT</b></p>	<p><b>4/ <u>SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ENERGIE ET DE L'E-COMMUNICATION DE L'AIN (SIEA) : RAPPORT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES</u></b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle que chaque membre du conseil municipal a reçu le rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du S.I.E.A. pour la période 2009/2014 et qu'il convient de le mettre au débat.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prend acte du rapport de la chambre régionale des comptes sur la gestion du SIEA pour la période 2009/2014.</li> </ul>	<p><b>LE CONSEIL PREND ACTE DU RAPPORT</b></p>
<p><b>URBANISME</b></p>	<p><b>5/ <u>TRANSFERT DE LA COMPETENCE PLAN LOCAL D'URBANISME A LA 3CM</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014 (dénommée loi ALUR) modifie dans son article 136, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux communes et communautés d'agglomération.</p> <p>Elle donne désormais aux EPCI, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Cette compétence sera effective à l'expiration d'un délai de trois ans après l'adoption de la loi pour les intercommunalités ne l'ayant pas déjà acquise, tout en</p>	

	<p>apportant une exception dans le cas où « au moins 25% des communes représentant au moins 20 % de la population s’y opposent dans les trois mois précédant le terme de délai d’applicabilité ».</p> <p>Il en résulte que le transfert aux communautés de communes et aux communautés d’agglomération de la compétence en matière de PLU interviendra le 27 mars 2017 sauf en cas d’opposition des communes dans les conditions exposées ci-dessus.</p> <p>Monsieur le Maire explique qu’il convient de s’interroger sur l’opportunité de transférer ou non à l’échelon intercommunal cette compétence, qui permet aux communes et aux conseils municipaux de déterminer librement l’organisation de leur cadre de vie, en fonction des spécificités communales, d’objectifs particuliers, de préservation patrimoniale, et selon des formes urbaines qui peuvent différer d’une commune à l’autre.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à la majorité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- décide de s’opposer au transfert de la compétence PLU à la 3CM</li><li>- se prononce ainsi favorablement au maintien de la compétence communale en matière de PLU.</li></ul>	<p><b>MAJORITE</b></p> <p><b>Pour : 22</b></p> <p><b>Contre : 6</b> (Jacky Bernard, Bruno Serpereau, Daniel Duval, Chantal Jomain, Christine Robert, Nathalie Mondy)</p>														
<p><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p><b>6/ REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L’EXERCICE 2016 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE</b></p> <p>Monsieur le Maire expose à l’assemblée que l’instruction comptable M14 prévoit que les résultats d’un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.</p> <p>L’article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l’exercice antérieur.</p> <p>Le tableau des résultats de l’exercice 2016 est le suivant :</p> <table><tr><td>Résultat global de la section de fonctionnement 2016</td><td>1 110 693,58</td></tr><tr><td>Solde d’exécution de la section d’investissement 2016</td><td>329 968,27</td></tr><tr><td>Solde des restes à réaliser en section d’investissement 2016</td><td>- 248 433,85</td></tr><tr><td>Besoin de financement de la section d’investissement</td><td>0,00</td></tr><tr><td>Couverture du besoin de financement 2016 (compte R 1068)</td><td>0,00</td></tr><tr><td>Dotation complémentaire en réserve, section investissement (c. R 1068)</td><td>120 000,00</td></tr><tr><td>Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002</td><td>990 693,58</td></tr></table> <p>L’ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif 2017, ainsi que le détail des restes à réaliser. La délibération d’affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à l’unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- décide la reprise anticipée des résultats de l’exercice 2016 sur l’exercice 2017 telle qu’indiquée ci-dessus.</li></ul>	Résultat global de la section de fonctionnement 2016	1 110 693,58	Solde d’exécution de la section d’investissement 2016	329 968,27	Solde des restes à réaliser en section d’investissement 2016	- 248 433,85	Besoin de financement de la section d’investissement	0,00	Couverture du besoin de financement 2016 (compte R 1068)	0,00	Dotation complémentaire en réserve, section investissement (c. R 1068)	120 000,00	Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	990 693,58	<p><b>UNANIMITE</b></p>
Résultat global de la section de fonctionnement 2016	1 110 693,58															
Solde d’exécution de la section d’investissement 2016	329 968,27															
Solde des restes à réaliser en section d’investissement 2016	- 248 433,85															
Besoin de financement de la section d’investissement	0,00															
Couverture du besoin de financement 2016 (compte R 1068)	0,00															
Dotation complémentaire en réserve, section investissement (c. R 1068)	120 000,00															
Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	990 693,58															

## 7/ BUDGET PRIMITIF - VOTE DES SUBVENTIONS

Monsieur le Maire rappelle la volonté municipale de soutenir les associations locales et propose au conseil municipal d'examiner la liste des subventions pouvant être accordées en 2017 :

Secteur	Nom de l'association	Proposition 2017 en €
Culture - Animation	Montluel en Fête - sous réserve de convention d'objectifs	15 000,00
Culture - Cinéma	Association cinéma des Augustins	450,00
Culture - Généraliste	OMCM	20 000,00
Culture - Marionnettes	Compagnie de l'Ours Polar - sous réserve de convention d'objectifs	800,00
Culture - Musique	Ecole Intercommunale de Musique	2 500,00
Culture - Musique	EIME (orchestre d'harmonie)	3 400,00
Culture - Musique	En Pl' Ain Chœur	300,00
Culture - Musique	Les amis de l'orgue	2 600,00
Culture - Musique	Ultrason Org'Elec Club (E.M.A. Montluel)	570,00
Culture - Patrimoine	Comité Histoire et Patrimoine	2 700,00
Culture - Patrimoine	Comité Histoire et Patrimoine-sous réserve convention d'objectifs	4 000,00
Culture - Théâtre	Les grands enfants (Contes en Côteière)	600,00
Divers	AIMPEC	1 850,00
Divers	AIMPEC – sous réserve de convention d'objectifs	3 150,00
Divers	COJEP – sous réserve de convention d'objectifs	150,00
Divers	Comité de jumelage	2 187,00
Divers	Les chasseurs réunis	120,00
Divers	Union des Anciens Combattants et victimes de guerre	200,00
Divers	Jeunes sapeurs-pompiers de Montluel	200,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire Daudet	4 144,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire Jailleux	504,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire St-Exupéry	3 990,00
Enfance-Scolaire	Ecole privée Saint-Vincent sous contrat - sous réserve -	20 300,00
Enfance-Scolaire	Pédibus La Sereine	300,00
Enfance-Scolaire	Pédibus La Sereine – subvention exceptionnelle	331,34
Enfance-Scolaire	Sou des écoles Jailleux	525,00
Enfance-Scolaire	Sou des écoles laïques de Montluel	2 100,00
Enfance-Scolaire	USEP de l'Ain	3 000,00
Personnel	COS personnel communal	6 700,00
Social-Culture	Maison Jeunes et Culture- sous réserve de convention d'objectifs	92 000,00

AFFAIRES  
FINANCIERES

	<table><tr><td>Solidarité</td><td>Amicale des Donneurs de sang</td><td>700,00</td></tr><tr><td>Solidarité</td><td>Association des sauveteurs secouristes</td><td>500,00</td></tr><tr><td>Solidarité</td><td>Club du Bel-Age</td><td>3 500,00</td></tr><tr><td>Solidarité</td><td>Sérénade (maison de retraite)</td><td>500,00</td></tr><tr><td>Solidarité</td><td>ADMR La Côtière – sous réserve de convention d'objectifs</td><td>200,00</td></tr><tr><td>Solidarité</td><td>Cycle avenir – sous réserve de convention d'objectifs</td><td>200,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Archers du canton de Montluel</td><td>200,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Archers du canton de Montluel - subvention exceptionnelle</td><td>100,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Corps-Vie-Danse</td><td>900,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>David CHATEAUX – sous réserve de convention d'objectifs</td><td>500,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Nicolas ROYER - sous réserve de convention d'objectifs</td><td>250,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>LUENAS FFCL</td><td>1 500,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Club de gymnastique La Sereine</td><td>2 000,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Racing Club Montluel</td><td>48 500,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Twirl sportif</td><td>1 000,00</td></tr><tr><td>Sport</td><td>Union bouliste</td><td>1 600,00</td></tr><tr><td>Somme à valoir</td><td>Provision subventions exceptionnelles</td><td>13 178,66</td></tr><tr><td colspan="2">TOTAL</td><td>270 000,00</td></tr></table> <p>UNANIMITE</p>	Solidarité	Amicale des Donneurs de sang	700,00	Solidarité	Association des sauveteurs secouristes	500,00	Solidarité	Club du Bel-Age	3 500,00	Solidarité	Sérénade (maison de retraite)	500,00	Solidarité	ADMR La Côtière – sous réserve de convention d'objectifs	200,00	Solidarité	Cycle avenir – sous réserve de convention d'objectifs	200,00	Sport	Archers du canton de Montluel	200,00	Sport	Archers du canton de Montluel - subvention exceptionnelle	100,00	Sport	Corps-Vie-Danse	900,00	Sport	David CHATEAUX – sous réserve de convention d'objectifs	500,00	Sport	Nicolas ROYER - sous réserve de convention d'objectifs	250,00	Sport	LUENAS FFCL	1 500,00	Sport	Club de gymnastique La Sereine	2 000,00	Sport	Racing Club Montluel	48 500,00	Sport	Twirl sportif	1 000,00	Sport	Union bouliste	1 600,00	Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	13 178,66	TOTAL		270 000,00
Solidarité	Amicale des Donneurs de sang	700,00																																																					
Solidarité	Association des sauveteurs secouristes	500,00																																																					
Solidarité	Club du Bel-Age	3 500,00																																																					
Solidarité	Sérénade (maison de retraite)	500,00																																																					
Solidarité	ADMR La Côtière – sous réserve de convention d'objectifs	200,00																																																					
Solidarité	Cycle avenir – sous réserve de convention d'objectifs	200,00																																																					
Sport	Archers du canton de Montluel	200,00																																																					
Sport	Archers du canton de Montluel - subvention exceptionnelle	100,00																																																					
Sport	Corps-Vie-Danse	900,00																																																					
Sport	David CHATEAUX – sous réserve de convention d'objectifs	500,00																																																					
Sport	Nicolas ROYER - sous réserve de convention d'objectifs	250,00																																																					
Sport	LUENAS FFCL	1 500,00																																																					
Sport	Club de gymnastique La Sereine	2 000,00																																																					
Sport	Racing Club Montluel	48 500,00																																																					
Sport	Twirl sportif	1 000,00																																																					
Sport	Union bouliste	1 600,00																																																					
Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	13 178,66																																																					
TOTAL		270 000,00																																																					
	<p>A la demande de Monsieur le Maire et après en avoir débattu, le Conseil Municipal à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- valide pour 2017, les propositions de subventions aux associations ci-dessus détaillées ;</li><li>- autorise Monsieur le Maire à verser les sommes allouées à chaque association.</li></ul>																																																						

AFFAIRES FINANCIERES	<p>MAJORITE</p> <p>Pour : 22</p> <p>Contre : 6</p> <p>(Jacky Bernard, Bruno Serpereau, Daniel Duval, Chantal Jomain, Christine Robert, Nathalie Mondy)</p>						
	<p>8/ <u>BUDGET PRIMITIF – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - ADOPTION</u></p> <p>Monsieur le Maire présente et fait lecture des différents articles du budget primitif principal 2017 et demande au Conseil municipal d'examiner le projet de budget dont les totaux s'élèvent à :</p> <table><tr><td>FONCTIONNEMENT</td><td>INVESTISSEMENT</td></tr><tr><td>Total des dépenses : 6 511 631,58 €</td><td>Total des dépenses : 2 498 315,27 €</td></tr><tr><td>Total des recettes : 6 511 631,58 €</td><td>Total des recettes : 2 498 315,27 €</td></tr></table> <p>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à la majorité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- adopte le budget primitif principal 2017 comme indiqué ci-dessus.</li></ul>	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	Total des dépenses : 6 511 631,58 €	Total des dépenses : 2 498 315,27 €	Total des recettes : 6 511 631,58 €	Total des recettes : 2 498 315,27 €
FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT						
Total des dépenses : 6 511 631,58 €	Total des dépenses : 2 498 315,27 €						
Total des recettes : 6 511 631,58 €	Total des recettes : 2 498 315,27 €						



<p align="center"><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p align="center"><b>9/ <u>REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2016 – BUDGET EAU POTABLE</u></b></p> <p>Monsieur le Maire expose à l’assemblée que l’instruction comptable M49 prévoit que les résultats d’un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.</p> <p>L’article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l’exercice antérieur.</p> <p>Le tableau des résultats de l’exercice 2016 du budget eau potable est le suivant :</p> <table border="1"> <tr> <td>Résultat global de la section de fonctionnement 2016</td><td>39 086,93</td></tr> <tr> <td>Solde d’exécution de la section d’investissement 2016</td><td>-14 476,89</td></tr> <tr> <td>Solde des restes à réaliser en section d’investissement 2016</td><td>-4 229,19</td></tr> <tr> <td>Besoin de financement de la section d’investissement</td><td>18 706,08</td></tr> <tr> <td>Couverture du besoin de financement 2016 - compte R 1068</td><td>18 706,08</td></tr> <tr> <td>Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002</td><td>20 380,85</td></tr> </table> <p>L’ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif 2017. La délibération d’affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à l’unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- décide la reprise anticipée des résultats de l’exercice 2016 sur l’exercice 2017 telle qu’indiquée ci-dessus.</li> </ul> <p align="right"><b>UNANIMITE</b></p>	Résultat global de la section de fonctionnement 2016	39 086,93	Solde d’exécution de la section d’investissement 2016	-14 476,89	Solde des restes à réaliser en section d’investissement 2016	-4 229,19	Besoin de financement de la section d’investissement	18 706,08	Couverture du besoin de financement 2016 - compte R 1068	18 706,08	Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	20 380,85
Résultat global de la section de fonctionnement 2016	39 086,93												
Solde d’exécution de la section d’investissement 2016	-14 476,89												
Solde des restes à réaliser en section d’investissement 2016	-4 229,19												
Besoin de financement de la section d’investissement	18 706,08												
Couverture du besoin de financement 2016 - compte R 1068	18 706,08												
Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	20 380,85												
<p align="center"><b>AFFAIRES FINANCIERES</b></p>	<p align="center"><b>10/ <u>BUDGET PRIMITIF 2017 DU SERVICE DE L'EAU POTABLE – ADOPTION</u></b></p> <p>Monsieur le Maire présente et fait lecture des différents articles du budget primitif 2017 du service de l’eau potable. Il demande au Conseil municipal d’examiner le projet de budget dont les totaux s’élèvent à :</p> <table border="1"> <tr> <th>EXPLOITATION</th><th>INVESTISSEMENT</th></tr> <tr> <td>Total des dépenses : 521 900,85 €</td><td>Total des dépenses : 189 706,08 €</td></tr> <tr> <td>Total des recettes : 521 900,85 €</td><td>Total des recettes : 189 706,08 €</td></tr> </table> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à la majorité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adopte le budget primitif 2017 du service de l’eau potable comme indiqué ci-dessus.</li> </ul> <p align="right"><b>MAJORITE</b></p> <p align="right"><b>Pour : 22</b></p> <p align="right"><b>Abstentions : 6</b> (Jacky Bernard, Bruno Serpèreau, Daniel Duval, Chantal Jomain, Christine Robert, Nathalie Mondy)</p>	EXPLOITATION	INVESTISSEMENT	Total des dépenses : 521 900,85 €	Total des dépenses : 189 706,08 €	Total des recettes : 521 900,85 €	Total des recettes : 189 706,08 €						
EXPLOITATION	INVESTISSEMENT												
Total des dépenses : 521 900,85 €	Total des dépenses : 189 706,08 €												
Total des recettes : 521 900,85 €	Total des recettes : 189 706,08 €												

AFFAIRES FINANCIERES	<p>11/ <u>VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2017</u></p> <p>Les collectivités locales fixent librement les taux d'imposition des trois impôts locaux. Toutefois, cette liberté s'exerce dans le respect des règles d'encadrement des taux d'imposition.</p> <p>Le produit de la fiscalité directe locale a ainsi été fixé à 1 936 529 € dans le budget primitif de l'exercice 2017.</p> <p>Ce montant permet de maintenir les taux d'imposition inchangés, c'est-à-dire au même niveau qu'en 2014, 2015, et 2016, conformément aux engagements pris par la majorité.</p> <p>A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil municipal à la majorité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- approuve pour l'année 2017 le maintien des taux d'imposition comme suit :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Taxe d'habitation : 10,42 % ;</li><li>▪ Foncier bâti : 12,50 % ;</li><li>▪ Foncier non bâti : 43,52 %.</li></ul></li></ul>	<p><b>MAJORITE</b></p> <p><b>Pour : 23</b></p> <p><b>Abstentions : 5</b> (Jacky Bernard, Bruno Serpereau, Daniel Duval, Chantal Jomain, Christine Robert)</p>										
AFFAIRES FINANCIERES	<p>12/ <u>GARANTIE D'UN PRET DE 700 400 € SOUSCRIT PAR LA SEMCODA AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</u></p> <p>Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la SEMCODA sollicite la commune pour que cette dernière lui accorde sa garantie à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 700400 € qu'elle a souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.</p> <p>Ce prêt constitué de quatre lignes du prêt est destiné à financer l'acquisition en l'état futur d'achèvement de quatre logements PLUS et un logement PLAI situés à MONTLUEL – "La Chaumette".</p> <p>Les caractéristiques financières de chaque Ligne du prêt sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Ligne du prêt 1</u></li></ul> <table><tr><td>Ligne du Prêt : Montant :</td><td>PLUS Construction 347 500 €</td></tr><tr><td>Durée totale : -Durée de la phase de préfinancement : -Durée de la phase d'amortissement :</td><td>de 3 à 24 mois 40 ans</td></tr><tr><td>Périodicité des échéances :</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Index :</td><td>Livret A</td></tr><tr><td>Taux d'intérêt actuariel annuel :</td><td>Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,60 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i></td></tr></table>	Ligne du Prêt : Montant :	PLUS Construction 347 500 €	Durée totale : -Durée de la phase de préfinancement : -Durée de la phase d'amortissement :	de 3 à 24 mois 40 ans	Périodicité des échéances :	Annuelle	Index :	Livret A	Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,60 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>	
Ligne du Prêt : Montant :	PLUS Construction 347 500 €											
Durée totale : -Durée de la phase de préfinancement : -Durée de la phase d'amortissement :	de 3 à 24 mois 40 ans											
Périodicité des échéances :	Annuelle											
Index :	Livret A											
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,60 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>											

Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	Double révisibilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances :	Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

- Ligne du prêt 2

Ligne du Prêt :	PLUS Foncier
Montant :	205 100 €
Durée totale :	
-Durée de la phase de préfinancement :	de 3 à 24 mois
-Durée de la phase d'amortissement :	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,60 % Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
Modalité de révision :	Double révisibilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances :	Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.



- Ligne du prêt 3

Ligne du Prêt : Montant :	PLAI Construction 100 300 €
Durée totale :	de 3 à 24 mois
-Durée de la phase de préfinancement : -Durée de la phase d'amortissement :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances :	Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i>

- Ligne du prêt 4

Ligne du Prêt : Montant :	PLAI Foncier 47 500 €
Durée totale :	de 3 à 24 mois
-Durée de la phase de préfinancement : -Durée de la phase d'amortissement :	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt - 0,20 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>

	<div> <div>Profil d'amortissement :</div> <div>Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</div> </div> <div> <div>Modalité de révision :</div> <div>Double révisabilité limitée (DL)</div> </div> <div> <div>Taux de progressivité des échéances :</div> <div>           Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A)            Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.         </div> </div>	<div>UNANIMITE</div> <div>(Monsieur le Maire ne participe pas au vote)</div>
<div>AFFAIRES FINANCIERES</div>	<p>Il est proposé que la garantie de la collectivité soit accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.</p> <p>Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engagerait dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.</p> <p>Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à l'unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;</li> <li>- Autorise Monsieur le Maire à intervenir au Contrat de Prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur.</li> </ul>	
	<p><b>13/ GARANTIE D'UN PRET DE 1 534 300 € SOUSCRIT PAR LA SEMCODA AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b></p> <p>Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la SEMCODA sollicite la commune pour que cette dernière lui accorde sa garantie à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1534300 € qu'elle a souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations.</p> <p>Ce prêt constitué de trois lignes du prêt est destiné à financer l'acquisition en l'état futur d'achèvement de neufs logements PLS situés à MONTLUEL "La Chaumette".</p>	

- Ligne du prêt 1

Ligne du Prêt : Montant :	PLS Construction 350 800 €
Durée totale :	
-Durée de la phase de préfinancement :	de 3 à 24 mois
-Durée de la phase d'amortissement :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 1,11 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	Double révisibilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances :	Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i>

- Ligne du prêt 2

Ligne du Prêt : Montant :	PLS Foncier 478 300 €
Durée totale :	
-Durée de la phase de préfinancement :	de 3 à 24 mois
-Durée de la phase d'amortissement :	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 1,11 %. <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>

Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances :	Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

- Ligne du Prêt 3

Ligne du Prêt : Montant :	CPLS 705 200 €
Durée totale : -Durée de la phase de préfinancement : -Durée de la phase d'amortissement :	de 3 à 24 mois 40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 1,11 %. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances :	Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Il est proposé que la garantie de la collectivité soit accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

	<p>Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l’Emprunteur est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l’objet d’une capitalisation sauf si l’Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à l’unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s’engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;</li> <li>- autorise Monsieur le Maire à intervenir au Contrat de Prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l’Emprunteur.</li> </ul>	<p><b>UNANIMITE</b></p> <p>(Monsieur le Maire ne participe pas au vote)</p>
<p><b>COMMERCE</b></p>	<p><b>14/ <u>OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LES DIMANCHES 24 ET 31 DECEMBRE 2017</u></b></p> <p>Monsieur le Maire informe l’assemblée que par courrier reçu le 9 décembre dernier, la SAS Montludis sollicite la collectivité pour obtenir une autorisation d’ouverture exceptionnelle les dimanches 24 et 31 décembre 2017. Cette demande a par la suite reçu un avis favorable de l’AIMPEC en date du 19 janvier 2017.</p> <p>Monsieur le Maire explique que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, pour la croissance, l’activité et l’égalité des chances économiques, a modifié la législation sur l’ouverture des commerces le dimanche, notamment en ce qui concerne les dérogations accordées par les Maires.</p> <p>Au titre de l’article L 3132-26 du Code du travail, le Conseil municipal est amené à formuler un avis sur ces propositions d’ouverture des commerces les dimanches 24 et 31 décembre 2017.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le conseil municipal à l’unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émet un avis favorable sur l’ouverture exceptionnelle, pour l’ensemble des commerces de détail et des commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m2, les dimanches 24 et 31 décembre 2017.</li> </ul>	<p><b>AVIS FAVORABLE A L’UNANIMITE</b></p>
<p><b>RESSOURCES HUMAINES</b></p>	<p><b>15/ <u>OUVERTURE DE TROIS POSTES D’AGENT POLYVALENT DES SERVICES TECHNIQUES AU DISPOSITIF CONTRAT D’AVENIR</u></b></p> <p>Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que lors de la dernière réunion le 14 décembre 2016, il avait été acté, compte tenu de l’activité des services techniques, de créer trois postes d’agent polyvalent, ouverts en Contrat Unique d’insertion à temps non-complet à raison de 20 heures hebdomadaires.</p> <p>Monsieur le Maire précise que la phase de recrutement a été lancée et qu’il s’avère que certains candidats sont éligibles au dispositif contrat d’avenir.</p> <p><b>Après en avoir débattu, le conseil municipal à l’unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- approuve l’ouverture des trois postes d’agent polyvalent des services techniques au dispositif contrat d’avenir ;</li> <li>- autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces et documents nécessaires ;</li> <li>- décide d’inscrire les crédits et recettes correspondants au budget 2017 et suivants.</li> </ul>	<p><b>UNANIMITE</b></p>

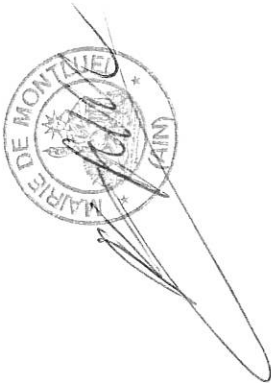


QUESTIONS DIVERSES	16/ QUESTIONS DIVERSES	
-----------------------	------------------------	--

Levée de la séance à 22h50

Fait à Montluel, le 15 février 2017

Le Maire,  
Romain DAUBIÉ



Affiché le 16 février 2017